

Rwanda

La « boîte noire », le Falcon et le capitaine

Hervé Gattegno

Le Monde, 8 juillet 1994, page 3

La « boîte noire » n'était pas la « boîte noire ». A l'inverse de ce que nous avons écrit, l'objet métallique, rivé à un fragment de carlingue d'avion, rapporté du Rwanda et présenté à un journaliste du *Monde* par l'ex-capitaine Paul Barril (*le Monde* du 28 juin), n'est pas l'enregistreur de vol du Falcon 50 présidentiel abattu le 6 avril au-dessus de Kigali, à bord duquel ont péri les deux chefs d'Etat du Rwanda et du Burundi, Juvénal Habyarimana et Cyprien Ntaryamira. Selon plusieurs spécialistes, la pièce détenue par l'ancien chef du GIGN (groupement d'intervention de la gendarmerie nationale) se rapprocherait d'un instrument électronique de navigation. Au vu des images filmées par France 2, au cours du journal de 13 heures du mardi 28 juin, où l'ancien gendarme montra à nouveau la pièce en sa possession, les techniciens de Dassault-Aviation, constructeur de l'appareil, pensent avoir identifié un

« coupleur d'antennes », c'est-à-dire « une boîte permettant la jonction d'une antenne radioélectrique avec le système de navigation de l'appareil ».

« *Nous sommes certains*, nous a ainsi indiqué le directeur de la communication de Dassault-Aviation, M. Cadix, *qu'il ne s'agit ni d'un enregistreur de voix ni d'un enregistreur de paramètres, que l'on désigne généralement sous le terme générique de « boîte noire »*. Moins volumineux qu'une « boîte noire » dont les proportions sont « *à peu près celles d'une grosse boîte à chaussures* », explique-t-on chez le constructeur, l'objet en question porte néanmoins des numéros de référence correspondant à un Falcon, qui peut donc fort bien être celui du président rwandais. Il ne saurait en revanche, compte tenu de sa nature véritable, apporter la moindre information sur les circonstances de l'attentat du 6 avril.

Faute d'indications supplémen-

taires, et en dépit de ce qu'affirment plusieurs sources, il faut donc, pour l'heure, en rester à la version officielle : la « boîte noire », la vraie, ne semble pas avoir été retrouvée parmi les débris de l'avion abattu. Il n'est au demeurant pas certain qu'elle ait jamais existé : s'agissant d'un avion civil même si son équipage était composé de trois coopérants français, dont au moins un ancien du GLAM (groupement de liaisons aériennes ministérielles), les règlements internationaux n'en imposaient pas la présence à bord. Chez Dassault-Aviation, qui assurait au Bourget l'entretien de l'avion rwandais (immatriculé 9X RNN), on confirme que, comme tous les appareils de ce type, celui-ci possédait les câblages nécessaires à l'installation d'un enregistreur de voix, consignait les conversations entre le pilote et la tour de contrôle. Mais on ajoute qu'au cours du dernier contrôle, en octobre 1993, « *il n'y avait aucun enregistreur à bord* ».

« Brouiller les cartes »

Les autres éléments (registres de l'aéroport de Kigali, bandes magnétiques de la tour de contrôle) rapportés par l'ancien du GIGN de ses deux équipées au Rwanda, à la mi-avril et au début du mois de mai, sont davantage pris au sérieux. Au

point que certains officiels semblent avoir discrètement contacté Paul Barril afin d'en récupérer tout ou partie, ce que l'intéressé ne dément pas. « *Ces pièces et ces documents, je suis allé les chercher sur place, à un moment où les Français avaient quitté le pays et où les combats faisaient rage, nous a déclaré l'ex-gendarme. Aujourd'hui, tout le monde voudrait que je m'en désaisisse. Mais je les réserve pour la justice.* » Mandaté par la veuve du président Habyarimana pour trouver les coupables et les commanditaires de l'attentat, Paul Barril explique avoir été appelé par la famille « *dans les heures qui ont suivi* ».

Proche du président burundais Cyprien Ntaryamira, du maréchal Mobutu et de plusieurs autres chefs d'Etat africains, officier de réserve de la gendarmerie française reconverti dans la sécurité privée, après un passage bref mais remarqué au sein de la fameuse « *cellule antiterroriste* » de l'Elysée, Barril agit-il en même temps pour d'autres intérêts ? Difficile de répondre tant les parcimonieuses confidences de l'ex-capitaine doivent toujours être entendues avec précaution. De l'article du *Canard enchaîné* du 29 juin, qui le présentait comme étant « *en mission pour l'Elysée* », afin notamment de mettre la main sur les archives du président rwandais, il dit simplement qu'il s'agit d'une tentative de « *brouiller les cartes* ».

Depuis son départ de la « cel-

lule », en 1983, les relations de l'ex-capitaine avec l'entourage de François Mitterrand ne sont pas au beau fixe. Selon certaines sources, l'intérêt de Paul Barril pour le Rwanda pourrait en revanche s'expliquer par sa rivalité avec un autre ancien de la « cellule », le commissaire Pierre-Yves Gilleron, ancien de la DST lui aussi reconverti dans la sécurité privée, qui fut un temps conseiller personnel du président rwandais...

La présence de ce spécialiste des aventures confuses, sinon douteuses, fut en tout cas fort remarquée lors du dernier sommet de l'OUA (Organisation de l'unité africaine), le 13 juin à Tunis, où l'on parla beaucoup, en coulisses, du Rwanda et du Burundi.

Outre l'ancien super-gendarme, la famille du président Habyarimana a, depuis, mandaté un autre spécialiste des affaires africaines réputé encombrant, l'avocat Jacques Vergès, aux côtés de M^e Hélène Clamagirand. M^e Vergès et sa consœur sont chargés de déposer devant la justice une plainte pour assassinat afin d'éclaircir les circonstances de l'attentat de Kigali qui, en coûtant la vie à deux chefs d'Etat, à plusieurs dignitaires rwandais et à trois membres d'équipage français, a donné le signal d'une guerre civile en même temps que, selon la Commission des droits de l'homme de l'ONU, d'un « *génocide programmé et systématique* ».